



ACTION URGENTE DENONCIATION PUBLIQUE

ASSASSINAT DE JEREMY ABRAHAM BARRIOS LIMA Assistant du Directeur Général du **Centre d'Action Juridique Environnementale et Sociale du Guatemala (CALAS)**

Hier, Samedi 12 novembre 2016, dans la ville de Guatemala, vers 17h30 approximativement, a été assassiné par balles **JEREMY ABRAHAM BARRIOS LIMA**, 22 ans, célibataire, bachelier en Sciences et Lettres mention informatique, activiste, défenseur des Droits de l'Homme. Il collaborait avec CALAS en tant qu'Assistant de la Direction Générale, assigné aux opérations institutionnelles et à la gestion de l'information sensible depuis 2 ans. Lui survivent sa mère et deux petites sœurs.

Parmi les antécédents et données réunis par **CALAS** et procurés par des parents, voisins, pompiers et personnel de UDEFEGUA, il a été rapporté de **JEREMY ABRAHAM BARRIOS LIMA** que :

- I. Il travaillait depuis deux ans comme Assistant de la Direction Générale, assigné aux opérations institutionnelles et à **la gestion de l'information sensible**.
- II. Il était ex-leader étudiant du mouvement normalien et ex étudiant de l'École Normale Centrale pour Garçons (ENCV). Il est resté actif pendant les mouvements de revendication de 2013 contre la suppression de la filière magistérielle normale.
- III. Dans les jours précédents l'assassinat, il n'a reçu aucune menace de mort, pas même anonyme, et il n'a remarqué aucun fait anormal.
- IV. La scène du crime sera protégée dans les prochains jours par le Bureau des Délits Contre la Vie du Ministère Public, à la demande de **CALAS**. Le cas sera transféré à l'Unité des Attaques contre les Activistes des Droits de l'Homme du Bureau des Droits de l'Homme. Au moment des faits, on sait qu'il allait seul, et qu'aucun de ses effets personnels ne lui a été dérobé (il portait sur lui son porte-feuilles, 2 téléphones portables, sa carte d'identité et sa carte de retrait, ainsi que son porte-documents personnel). Il a reçu deux impacts de balles directement dans le crâne.

La Police Nationale Civile, le Ministère Public et l'Institut National de Sciences Légales (Inacif) sont déjà au courant de cet assassinat et ont réalisé les premières procédures. Les journaux numériques **Soy 502** et **Nuestro Diario** ont publié immédiatement des informations et des articles à propos de cet assassinat.

CALAS condamne énergiquement cet acte par le présent communiqué **ACTION URGENTE DE DENONCIATION PUBLIQUE** nationale et internationale que le cas mérite, en informant ainsi l'Institution du Procureur des Droits de l'Homme (PDH) et l'Unité des Protection des Défenseurs et Défenseuses des Droits de l'Homme du Guatemala (UDEFEGUA), et également la Front Line Defenders, la Protection Internationale, Amnistie Internationale, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), l'Ambassade de l'Union Européenne au Guatemala et le Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations Unies (OACNUDH) à travers son siège au Guatemala. **CALAS** réitère son engagement ferme pour que cet acte ne reste pas impuni.

Nous faisons part de notre solidarité avec sa mère, ses sœurs et le reste de sa famille, mais aussi avec la communauté guatémaltèque des défenseurs et défenseuses des droits de l'Homme. Nous espérons que le système de justice guatémaltèque mènera les actions nécessaires pour que cet acte ne reste pas impuni.

Centre d'Action Juridique Environnementale et Sociale du Guatemala (CALAS)

Ville de Guatemala, dimanche 13 novembre 2016 - 11h